

Direction régionale et interdépartementale
Environnement Energie - UD78

78-2021-04-15-00012

arrêté préfectoral de prescriptions
complémentaires -
Société LINDE FRANCE- 3 avenue Ozanne
78440 Porcheville



**PRÉFET
DES YVELINES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de
l'aménagement et des transports d'Île-de-France
Unité départementale des Yvelines**

**ARRÊTÉ
de prescriptions complémentaires
Société LINDE FRANCE- 3 avenue Ozanne – 78440 Porcheville**

**PRÉFET DES YVELINES
Officier de la Légion d'honneur**

VU le code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2013254-0001 du 10 septembre 2013 modifié autorisant la société LINDE FRANCE à exploiter un centre de production, conditionnement et entreposage de gaz à usage industriel, sur la commune de Porcheville (78440), 3 avenue Ozanne ;

VU le courrier de la société LINDE FRANCE, reçue le 28 janvier 2019, comportant l'étude de dangers actualisée transmise par la société LINDE FRANCE pour les installations situées à Porcheville (78440) – 3 avenue Ozanne ;

VU le courrier du 19 octobre 2020 de la société LINDE FRANCE comportant un complément à l'étude de dangers actualisée reçu le 28 janvier 2019, et un porté à connaissance relatif aux évolutions futures du site ;

VU le courrier du Préfet des Yvelines du 31 décembre 2020 relatif à la modification de la situation administrative du site, suite au courrier du 12 décembre 2020 de la société LINDE FRANCE ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 30 mars 2021;

VU le projet d'arrêté transmis à la société LINDE FRANCE par courrier du 30 mars 2021 ;

VU le courrier électronique du 12 avril 2021 par lequel l'exploitant signale une observation sur le projet d'arrêté de prescriptions complémentaires (un considérant repris dans l'arrêté) qui lui a été notifié le 1^{er} avril 2021

CONSIDÉRANT le porté à connaissance transmis par la société LINDE FRANCE, par courrier du 19 octobre 2020, relatif aux évolutions futures des installations exploitées à Porcheville (78440) – 3 avenue Ozanne ;

CONSIDÉRANT que la société LINDE FRANCE a réalisé une modification consistant en la création d'une zone de stockage d'emballages en retour de clientèle dont la notification faite par l'exploitant auprès des services de la DRIEE n'avait pas été validée et que la société LINDE FRANCE envisage également des évolutions sur le site dans un futur proche ;

CONSIDÉRANT l'étude de dangers actualisée reçue le 28 janvier 2019 et complétée le 19 octobre 2020 relative aux installations exploitées par la société LINDE FRANCE à Porcheville, 3 avenue Ozanne ;

CONSIDÉRANT en particulier les analyses (analyse préliminaire et analyse détaillée) des risques réalisées par sous unités fonctionnelles par la société LINDE FRANCE ;

CONSIDÉRANT que les scénarios de dangers et les zones d'effets ont substantiellement évolué en raison des modifications du site, des évolutions réglementaires et des nouvelles méthodes de modélisation ;

CONSIDÉRANT en particulier que des scénarios sont susceptibles de générer des effets à l'extérieur des limites du site, effets initialement non pris en compte et non modélisés dans la précédente étude de dangers datant de 2012 ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu en conséquence de faire application des dispositions prévues par l'article L. 181-14 du Code de l'environnement,

SUR PROPOSITION du secrétaire général de la Préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

Il appartient à la société LINDE FRANCE, dont le siège social est situé 523 Cours du 3^{ème} Millénaire – 69792 Saint Priest cedex, de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2013254-0001 du 10 septembre 2013 modifié ainsi que les prescriptions du présent arrêté, pour poursuivre l'exploitation du site sis 3 avenue Ozanne – ZI Limay-Porcheville – 78440 Porcheville.

Article 2 :

La société LINDE FRANCE est tenue de déposer, dans le délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, un nouveau dossier de demande d'autorisation d'exploiter pour son site de Porcheville (78440), 3 avenue ozanne.

Article 3 - Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté ou par les arrêtés susvisés entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre 1er du code de l'environnement.

Article 4 – Information des tiers

Pour l'information des tiers, une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Porcheville où toute personne intéressée pourra la consulter.

Un extrait sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois. Le maire dressera un procès-verbal attestant de l'accomplissement de ces formalités.

L'arrêté sera inséré dans le recueil des actes administratifs de la préfecture des Yvelines, consultable sur le site Internet de la préfecture.

Article 5 – Recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée, notamment au moyen de l'application Télérecours (<https://www.telerecours.fr/>), à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles :

1°) par le destinataire de la présente décision dans le délai de deux mois qui suit la date de notification du présent arrêté ;

2°) par les tiers intéressés, dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie ou la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Article 6 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Mantes-la-Jolie, le maire de Porcheville, le directeur régional et interdépartemental de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 15 avril 2021

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice,
Pour la Directrice et par subdélégation,
L'adjointe au chef de l'unité départementale,



Marielle MUGUERRA